



Bush propose un budget autorisant des dépenses militaires sans précédent

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 07 février 2007

[WSWS](#) 7 février 2007

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

L'administration Bush cherchera à obtenir l'approbation du Congrès pour plus de 700 milliards de dollars en dépenses militaires cette année, y compris 245 milliards de dollars pour financer les guerres d'agression en cours actuellement en Irak et en Afghanistan, ont dit à la presse de hauts fonctionnaires vendredi. Ce lundi, la colossale requête en financement sera officiellement rendue publique et envoyée au Congrès.

Le budget de guerre de Bush comprend 481 milliards pour le budget régulier du Pentagone pour l'année 2008, qui commence le 1er octobre de cette année, ainsi que 245 milliards pour les deux guerres. 100 milliards de cette somme correspondent à une dotation supplémentaire pour l'année budgétaire en cours et les 145 milliards restants iront aux dépenses opérationnelles de la prochaine année budgétaire. Il est aussi très probable que Bush demande des crédits supplémentaires l'an prochain, ce qui pousserait la somme au-delà des 800 milliards.

Le budget régulier du Pentagone comprend 128,6 milliards pour l'armée régulière, 110,7 milliards pour l'aviation et 140 milliards pour la marine (qui inclut le corps des marines). Ce budget prévoit le financement de toutes les armes actuelles et de tous les projets d'achat de nouvelles armes dans les trois branches de l'armée. Ce budget représente donc la fin des tentatives, auxquelles l'ancien secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld est identifié, de suspendre ou d'annuler entièrement certains programmes d'armements dont les origines remontent à la course aux armements de la guerre froide avec l'Union soviétique.

Lorsque les dépenses militaires hors Pentagone sont incluses, englobant le département de l'Énergie, qui produit les ogives nucléaires, la CIA, avec ses capacités paramilitaires considérables, l'Administration des vétérans et le Département de la sécurité nationale, alors le total des dépenses militaires américaines dépasse fort probablement mille milliards de dollars, c'est-à-dire 1 suivi de 12 zéros.

Selon les calculs les plus courants, le budget supplémentaire demandé par l'administration Bush fera passer, en dollars constants, le coût total de la guerre en Irak et en Afghanistan au-dessus du coût de la guerre au Vietnam pour les États-Unis, malgré un nombre moins important de soldats mobilisés en Irak et en Afghanistan et un nombre plus faible de soldats tués, à ce jour. D'autres facteurs prennent le dessus par exemple le coût du matériel et de l'équipement d'une guerre de haute technologie, tout comme le coût nettement plus élevé par soldat pour maintenir une armée de volontaires par comparaison avec l'armée des années 1960 dont le recrutement était en grande partie basé sur la conscription.

De plus, le nombre réel des forces américaines en Irak est beaucoup plus important que le chiffre officiel de 130 000, car ce dernier ne comprend pas les dizaines de milliers de sous-traitants et d'employés civils américains qui font un travail qui aurait été dévolu à l'armée pendant la guerre du Vietnam. Une fois que le Pentagone aura terminé le déploiement supplémentaire de 21 500 soldats de combat en Irak, le nombre des soldats au front dépassera celui des soldats affectés à ce poste au Vietnam. (Selon des estimations publiées, à peine 10 pour cent des 550 000 soldats américains qui se trouvaient au Vietnam au plus fort du déploiement américain étaient engagés dans le combat.)

Pour les Irakiens, l'invasion et la conquête américaines ont eu un impact catastrophique. La société irakienne a été en grande partie détruite et la population soumise à des conditions extrêmes de privation — emplois, soins médicaux, et même électricité et eau potable — sans précédent depuis les six décennies de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ces conditions abominables, conséquence de l'occupation américaine, attisent les conflits toujours plus sanglants entre différentes sectes, différents groupes ethniques et au sein des divers groupes et sous-groupes sociaux et tribaux.

Cependant, la société américaine n'est pas qu'un observateur passif du désastre qui se produit en Irak. Comme les données du budget commencent à l'indiquer, la guerre en Irak a un impact colossal sur la structure sociale et politique de la société américaine et cela va se poursuivre pour un grand nombre d'années à venir.

Les pertes financières sont profondément déstabilisatrices pour un pays qui n'est plus la puissance incontestée du capitalisme mondial. Durant la guerre de Corée, les dépenses militaires comptaient pour 13 pour cent du PIB américain, mais les Etats-Unis étaient si dominants dans l'économie mondiale qu'ils pouvaient supporter ce fardeau, poursuivre le plan Marshall pour reconstruire le capitalisme européen et augmenter de façon significative les conditions de vie de la classe ouvrière dans le pays.

Lorsque l'impérialisme américain était intervenu au Vietnam, les Etats-Unis étaient encore économiquement dominants, mais ils avaient commencé à accumuler un déficit budgétaire, bien que peu important si on le compare à celui d'aujourd'hui. L'accumulation des coûts de la guerre du Vietnam avait finalement obligé l'administration Johnson à abandonner son programme de réforme sociale (nommé pompeusement « guerre contre la pauvreté ») et, en fin de compte, forcé l'administration Nixon à dévaluer le dollar et mettre fin à la convertibilité dollar-or en août 1971.

Les guerres en Irak et en Afghanistan sont les premières opérations militaires étrangères prolongées et à grande échelle des Etats-Unis depuis le Vietnam (la guerre du Golfe de 1991 n'avait duré que quelques mois et avait été financée principalement par des despotes du pétrole arabes et par le Japon). Le capitalisme américain est beaucoup moins en mesure aujourd'hui de porter un tel fardeau financier, étant devenu, au cours des 30 années qui ont suivi le Vietnam, une nation débitrice nette avec un déficit commercial approchant les 800 milliards de dollars par an. Les pertes continues engendrées par les dépenses militaires et les déficits commerciaux vont obligatoirement entraîner, dans un futur proche, une débâcle financière.

Il faut aussi considérer l'impact de la guerre sur les effectifs militaires. Les données du Pentagone montrent que plus de 1,3 million d'Américains ont été déployés dans les guerres en Irak et en Afghanistan depuis 2001. La plupart des soldats de l'armée régulière et des marines ont été au moins une fois en service en Irak, et beaucoup l'ont été trois, quatre fois

ou même plus. La majorité des unités de réserve de la Garde nationale, de l'armée et des marines ont été en service une fois, et un service supplémentaire étant dans ce cas impossible en vertu des règles actuelles.

Dans un communiqué, dont on a fait peu cas dans les médias, et qui a été publié le jour du discours de Bush sur « l'escalade » du nombre des troupes à Bagdad, le département de la Défense a annoncé qu'il changeait sa politique limitant à 24 mois la durée du service continu pour les unités de réservistes et de gardes (ce qui, en comptant la préparation et l'entraînement, est tout juste assez long pour une seule assignation en Irak). Afin de mettre en œuvre l'augmentation du nombre des soldats ordonnée par Bush, la limite sera levée, initialement pour les unités spéciales comme l'ingénierie et les renseignements. En pratique cela signifie que les réservistes et les gardes qui ont reçu leur congé après une première assignation en Irak pourront maintenant être assignés pour une période supplémentaire de 24 mois, bien que les officiels du Pentagone aient dit qu'ils avaient l'intention de limiter la durée du second tour à 12 mois.

Cette extension des obligations militaires se produit alors que la guerre a déjà eu un impact personnel sur un grand nombre d'Américains. Selon un sondage Gallup réalisé l'automne dernier, 11 pour cent des sondés ont dit avoir un ami proche, un membre de sa famille ou un collègue de travail qui a été blessé ou tué en Irak, et 43 pour cent supplémentaires ont dit avoir un ami, un parent ou un collègue qui a servi là-bas.

L'impact social croissant de la guerre compte pour beaucoup dans l'augmentation du sentiment populaire contre la guerre. Malgré la propagande pro-guerre incessante des médias et malgré le système politique biparti composé de deux partis de droite, tous deux se consacrant au « succès » de la conquête impérialiste de l'Irak, le peuple américain s'est brutalement retourné contre la guerre.

Le plus récent sondage Rasmussen, publié vendredi, révèle qu'une majorité claire de 55 pour cent des sondés est en faveur d'une date butoir pour le retrait de tous les soldats américains de l'Irak. Ce qui inclut 37 pour cent de sondés en faveur d'un retrait immédiat, et 18 pour cent en faveur de la mise en place d'un échéancier pour le retrait de toutes les troupes d'ici la fin de l'année. C'est le premier sondage à rapporter que le retrait immédiat des troupes est l'option choisie par la plus importante proportion des sondés, soit plus que les 33 pour cent qui croient que les troupes américaines devraient demeurer en Irak « jusqu'à ce que notre mission soit accomplie », une position identique à celle de l'administration Bush.

Ce sentiment anti-guerre de masse ne trouve aucune expression significative dans la structure politique bipartite existante, un fait souligné par la manière dont la direction démocrate au Congrès a répondu au budget militaire de Bush. Le dirigeant de la majorité au Sénat, Harry Reid a émis un communiqué, promettant de fournir aux troupes américaines « tout ce qui leur est nécessaire pour faire leur travail ».

La « speaker » de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi a déjà rejeté toute action législative qui pourrait diminuer (ne parlons pas de mettre fin) le financement de l'effort de guerre en Irak, et a réclamé davantage d'argent et de soldats pour l'Afghanistan. Pelosi a joué les hôtes pour Bush lors d'une réunion du groupe démocrate de la Chambre des représentants, où Bush a loué le patriotisme de son parti « d'opposition », le Parti démocrate, déclarant, « nous partageons un objectif commun, celui de veiller à la sécurité de l'Amérique. »

Article original en anglais paru le 5 février 2007.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Patrick Martin](#), [WSWS](#), 2007

Articles Par : [Patrick Martin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca